

Article 21 du Règlement

Monsieur le Président, je me suis alors demandé, encore une fois, pourquoi notre si beau pays avait tant de chômage avec toutes ces richesses naturelles et ces hommes et ces femmes qui ne demandent qu'à mettre leur savoir à profit pour l'avancement de notre pays. C'est alors que j'ai constaté que le gouvernement qui nous a précédés avait instauré des règlements qui freinaient l'espoir de réussite et limitaient l'initiative personnelle. Aujourd'hui, notre gouvernement redonne espoir à sa population et incite les gens du monde à venir travailler dans ce pays d'espoir.

Le budget de l'honorable ministre des Finances (M. Wilson) vient justement dire aux citoyens de travailler et de réussir. Ce budget, monsieur le Président, ne récompensera que ceux qui travaillent et réussissent plutôt que ceux que l'on croit avoir la chance de réussir...

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre l'honorable député. Le député de Westmorland-Kent (M. Robichaud) a la parole.

* * *

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

LA DÉSINDEXATION DES PENSIONS—LES RÉACTIONS DES GROUPES DU TROISIÈME ÂGE

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, depuis que le gouvernement conservateur a annoncé dans son budget, qu'il limiterait l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse, les réactions des groupes du troisième âge ne cessent de se multiplier.

Au Nouveau-Brunswick, la Fédération des citoyens aînés qui compte 30,000 membres n'a pas hésité pour affirmer que la désindexation des pensions proposée par le gouvernement est inacceptable.

Plus de 73 p. 100 de nos aînés dans ma province vivent déjà sous le seuil de la pauvreté. Selon la présidente de la Fédération, M^{me} Edna Bourque, «les changements annoncés par le ministre des Finances troublent grandement l'existence des personnes âgées et affectent beaucoup leur qualité de vie.»

«Consciente de cette situation intolérable», poursuit M^{me} Bourque, «notre Fédération lance aujourd'hui une campagne qui fera des vagues de l'Atlantique au Pacifique, afin de renverser cette décision fédérale immorale.»

Il est évident que la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse est une mesure des plus discriminatoire et des plus injuste.

Monsieur le Président, le gouvernement est acculé au pied du mur par ses propres citoyens et n'a donc pas d'autre choix que de revenir à une position plus juste.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INDE—LA LOI MARTIALE EN VIGUEUR AU PENDJAB

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Monsieur le Président, la semaine dernière marquait le premier anniversaire de la prise d'assaut du Temple d'or à Amritsar, en Inde. ce temple revêt la même importance aux yeux des Sikhs que le Vatican pour les Catholiques du monde entier. La destruction

de ce lieu saint a suscité de profondes divisions parmi les Indiens et a donné lieu plus tard à plusieurs incidents tragiques.

Depuis un an, l'État du Pendjab est soumis à la loi martiale et les communications avec ce territoire sont difficiles. Beaucoup estiment que des abus graves contre les droits de la personne ont été commis, et sont toujours commis actuellement, dans l'État du Pendjab. On a interdit l'entrée dans cet État à certains organismes internationaux comme la Croix-Rouge et Amnistie internationale.

Les citoyens de ma circonscription s'inquiètent de cette situation. Le maire de Williams Lake a adressé la lettre suivante au premier ministre (M. Mulroney) le 30 mai dernier. Voici:

Je crois qu'on tient en haute estime le Canada et son premier ministre qui œuvrent vraiment pour la paix dans le monde. Je vous rappelle donc que nous comptons bon nombre de Néo-Canadiens d'origine indienne qui s'inquiètent sincèrement de ce qui se passe dans leur mère-patrie. En effet, il existe une communauté sikh importante à Williams Lake, en Colombie-Britannique et au Canada en général qui a fait preuve de son sens des responsabilités en s'abstenant de manifester contre les atrocités commises en Inde. Les membres de la communauté originaire de l'Inde orientale de Williams Lake sont des citoyens respectables que la sécurité de leurs proches et de leur famille en Inde inquiète terriblement, car ils sont sans nouvelles d'eux.

Je vous saurais sincèrement gré, à vous et à votre gouvernement, de faire tout ce que vous pourrez pour trouver une solution pacifique aux problèmes qui existent actuellement en Inde.

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LA RÉUNION DU CAUCUS PROGRESSISTE CONSERVATEUR

M. Simon de Jong (Regina-Est): Lors des élections du 4 septembre dernier, monsieur le Président, les Canadiens ont élu à la Chambre des communes 211 députés conservateurs. Ils s'aperçoivent maintenant, surtout les personnes âgées, qu'ils ont élu une majorité qui devient soudainement muette quand il s'agit de protéger les pensions de vieillesse.

Samedi de cette semaine, le caucus conservateur doit tenir une réunion spéciale à Ottawa. J'invite donc tous ceux dont le député est progressiste conservateur à l'appeler avant samedi à son bureau de circonscription ou à son bureau d'Ottawa pour exiger qu'il défende lors de ce caucus la cause de nos concitoyens du troisième âge. C'est afin de faire bien comprendre au premier ministre (M. Mulroney) qu'il doit renoncer définitivement à désindexer les pensions de vieillesse.

J'exhorte tout particulièrement les gens qui vivent dans des circonscriptions où le candidat tory l'a emporté sur le candidat néo-démocrate sortant à communiquer avec leur député aphone. Ainsi, ceux qui habitent la circonscription de Saskatoon-Est devraient appeler 343-6060 à Saskatoon. Ceux qui habitent la circonscription de The Battlefords-Meadow Lake devraient appeler 446-2144. Ceux qui habitent la circonscription de Dauphin, au Manitoba, devraient appeler 638-9633, alors que ceux de la circonscription de Selkirk-Interlake devraient appeler 785-2918. Les Canadiens doivent absolument se faire entendre.